Barta

LA LUTTE de CLASSES – n° 31

22 juin 1944

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !
Organe du Groupe Communiste (IVème Internationale)

QUI L'EMPORTERA ?

Le débarquement anglo-américain en Normandie a ouvert un nouveau chapitre de la guerre : c'est ce que les social-patriotes ont accoutumé un grand nombre d'ouvriers à regarder comme "la libération".

Comme tous les slogans de la bourgeoisie, ce mot-d'ordre vague devait induire en erreur les classes laborieuses et leur faire croire qu'il représentait réellement ce qu'elles désiraient le plus : le retour à un niveau de vie plus élevé, la liberté pour tous, etc... Plus "la libération" par les armées anglo-américaines était éloignée, plus les idées qu'on s'en faisait étaient idylliques. Maintenant que les impérialismes allemand et allié sont aux prises sur le sol français elle apparaît dans sa véritable réalité, dans son véritable contenu : c'est la dévastation du territoire et l'écrasement de la population, c'est la réquisition, la mobilisation et les cours martiales, c'est l'ajournement des droits démocratiques pour une période *indéfinie* après la paix, à travers l'occupation, *c'est la guerre impérialiste.*

"Pas de lutte de classes, union de tous les patriotes pour la libération du territoire", prêchent depuis juin 1941 les chefs ouvriers social-patriotes.

Mais que représentent les patriotes qui sont à la tête de la Résistance, ceux qui *décident* de tout et qui *commandent* à tous ? Les généraux et les politiciens d'Alger (radicaux, "socialistes", réactionnaires, fascistes) sont les serviteurs de la bourgeoisie, les serviteurs des 200 familles. La participation des "communistes" au gouvernement de la bourgeoisie formé par De Gaulle, n'en change pas le caractère, de même que la participation des "communistes" au "front populaire" n'a pas empêché les gouvernements successifs, issus de la Chambre "populaire" élue en 1936, de lutter pour reprendre au prolétariat les conquêtes de juin 1936 et accomplir *tous les desseins de la bourgeoisie*. Non seulement le Daladier de 1939 était tout ce qu'il y avait de plus "front populaire", mais il ne faut pas oublier que Pétain lui-même a été *élu* chef de l'Etat français par *une majorité parlementaire.*

Aujourd'hui comme demain, les intérêts de la bourgeoisie, représentés par n'importe quel gouvernement si "démocratique" soit-il, sont *inconciliables* avec les intérêts du prolétariat. Par l'intermédiaire de toutes ses fractions politiques – collaborationnistes ou résistantes, de droite ou de gauche – la bourgeoisie assure son maintien en tant que classe impérialiste qui exploite les ressources économiques et militaires de la France pour participer au brigandage colonial. Or, dans les conditions d'une économie mondiale décadente accompagnée d'une extrême aggravation de la concurrence entre capitalistes des diverses nations, la domination de la bourgeoisie française n'est possible que par l'emploi permanent de la force pour imposer à la classe ouvrière des salaires de

famine.

En lançant le pays dans la guerre aux côtés des impérialistes alliés, en l'intégrant ensuite dans la guerre de l'impérialisme allemand, en saignant le peuple à blanc pour s'assurer sa part de bénéfices de guerre, la bourgeoisie française s'est démasquée devant les masses comme leur ennemi numéro un ; De Gaulle, en tant que champion de la nation "démocratique", etc... doit lui permettre de maintenir sa domination.

Les travailleurs au contraire n'envisageaient et n'envisagent la libération, *que comme un retour à un niveau de vie supérieur et à leurs libertés.*

Cet antagonisme complet entre les intérêts vitaux de la bourgeoisie et les intérêts vitaux du prolétariat devrait ouvrir les yeux de tous les travailleurs qui se donnent la peine de réfléchir sur leur avenir. Si la "libération nationale" devait satisfaire ne serait-ce qu'un quart des revendications des travailleurs, y aurait-il un seul bourgeois pour appuyer le gouvernement De Gaulle ? Or, "Aujourd'hui nous avons la preuve qu'ils (le Comité des Forges) poursuivent activement leurs menées souterraines et qu'ils réussissent parfois à glisser leurs hommes à des postes où ne devraient siéger que des patriotes sincères et éprouvés". (La *Vie Ouvrière* du 8 janvier 1944). La *Vie Ouvrière* s'étant fait l'organe de la "résistance" ne peut pas avouer aux travailleurs la domination des 200 familles sur la résistance. Elle présente ce fait plutôt comme une exception. Mais les "représentants" ouvriers participant au Front Populaire, notamment le parti "communiste", agissaient de même quand ils couvraient la domination de la bourgeoisie dans cette coalition politique. Ceux qui dénonçaient alors cette domination des politiciens bourgeois sur le Front Populaire,. étaient traités de "Trotskystes traîtres". Une fois de plus, les Trotskystes avertissent les travailleurs : la résistance est un organe politique de la bourgeoisie dirigé autant que l'Etat français de Pétain contre les travailleurs. Une première preuve de cette *identité* fondamentale vient de se produire. Le 1er Régiment de France formé par des canailles anti-prolétariennes sélectionnées par Pétain vient de se rallier (Radio-Londres) à la résistance.

Les chefs staliniens promettent de reprendre la lutte contre la bourgeoisie et pour le socialisme après la "libération". Mais les travailleurs savent ce que vaut cette promesse. Les tristes héros du PS et de la IIème Internationale promirent eux aussi pendant la guerre de 14-18 que leur collaboration avec la bourgeoisie devait assurer l'intégrité du territoire et la libération de l'Alsace-Lorraine et qu'après cela ils reprendraient leur lutte pour la victoire des travailleurs. Ils aidèrent ainsi dans tous les pays la bourgeoisie à mener à bonne fin son entre-prise de brigandage et, la paix venue, ils continuèrent encore à servir la bourgeoisie, devenant même les policiers et les bourreaux de la classe ouvrière. Rappelons qu'en 1937, ce fut le "socialiste" Dormoy, ministre de l'Intérieur du gouvernement Front Populaire. qui fit tirer sur les ouvriers désarmés de Clichy...

Voilà quel sera le rôle des chefs staliniens, si les travailleurs communistes ne les obligent pas à rompre l'Union sacrée au profit de la bourgeoisie, à quitter leurs ministères et à reprendre une activité ouvrière autonome indépendante de la bourgeoisie et contre elle. Les masses qui les ont élus, qui leur font confiance et qui les suivent, leur ont donné un mandat prolétarien : il faut les contraindre à le remplir.

Une lutte mortelle, implacable, a commencé le 6 février 1934 entre la bourgeoisie, qui veut plonger le pays dans la nuit d'oppression du passé afin de maintenir sa domination, et le prolétariat qui veut s'émanciper du joug de la bourgeoisie afin de préserver le pays de la barbarie capitaliste.

La question de savoir qui de la bourgeoisie ou du prolétariat l'emportera, se résume à celle-ci : QUI L'EMPORTERA DU CHAUVINISME OU DE L'INTERNATIONALISME ?

La parole est aux travailleurs.

AUTO-DEFENSE OUVRIERE CONTRE LES BANDES FASCISTES !

Tandis que la milice de Darnand et les bandes de Bucard, Déat et Doriot sont officiellement mobilisées en vue de maintenir "l'ordre", c'est-à-dire le régime de terreur policière et économique qui écrase la classe ouvrière, dans le maquis, sous prétexte de "libérer la France", se préparent sous les ordres des De Gaulle, Giraud et autres généraux et officiers cagoulards, des troupes sélectionnées pour réprimer par la force toute tentative ouvrière de réaliser concrètement les belles promesses "démocratiques" de Radio-Londres. Radio-Londres, inquiétée de la présence de certains éléments extrémistes, appelle inlassablement *gendarmes, gardes-mobiles et policiers* à rejoindre le maquis.

Sous des étiquettes différentes, la bourgeoisie prépare donc dès maintenant ses bandes armées destinées à réprimer dans le sang toute demande ouvrière. Voilà le danger dont tout ouvrier conscient doit se rendre compte aujourd'hui.

Il est temps, si l'on veut éviter le pire, de perdre toute illusion sur la bourgeoisie gaulliste et alliée. La bourgeoisie n'a jamais donné d'armes aux ouvriers : elle s'en est toujours servi contre eux. Mais aux bandes armées de la bourgeoisie, nous pouvons opposer nos MILICES OUVRIERES. C'est aux ouvriers conscients, organisés ou non, qui ont compris le danger, qui ont compris que sans armes la classe ouvrière non seulement ne sortira jamais de l'impasse actuelle, mais aura encore à subir des coups plus terribles, de prendre dans chaque usine, dans chaque quartier l'initiative et de constituer des embryons de milice ouvrière, en se réunissant en petits groupes clandestins qui éliront par en bas leurs responsables et se procureront des armes.

Mais comment se procurer des armes ? Ces petits groupes composés des éléments *les plus aptes à la lutte physique* peuvent s'entraîner progressivement à attaquer à plusieurs les policiers, gardes-mobiles, gendarmes ou fascistes isolés en vue de s'emparer de leurs armes et de se constituer ainsi un armement élémentaire. De plus, les déserteurs de l'armée allemande, dont le nombre ne cesse d'augmenter, peuvent nous être de grande utilité non seulement en nous cédant leurs propres armes, mais encore en nous indiquant des dépôts dont il serait facile de s'emparer, si nous savons leur inspirer confiance en les accueillant comme des frères de classe et en leur montrant que nous sommes des exploités comme eux, dont les intérêts communs sont contre la bourgeoisie allemande et contre la bourgeoisie alliée.

Enfin, il ne faut pas oublier que ces armes dont la bourgeoisie se sert contre nous, c'est nous qui les fabriquons : il ne tient donc qu'à nous, à notre entente avec les camarades des arsenaux et des cartoucheries, à la cohésion politique de la classe ouvrière, pour que ces munitions, au lieu de se retourner contre nous-mêmes, deviennent les instruments de notre affranchissement.

Mais n'est-ce vouloir s'armer trop tôt, n'est-ce pas aller à la guerre civile ? La guerre civile ne dépend pas de notre volonté : elle existe déjà ; la bourgeoisie la mène ouvertement depuis longtemps et se prépare à nous écraser.

Seule la milice ouvrière, seule la volonté inébranlable des ouvriers de se défendre jusqu'au bout, peuvent briser l'attaque de la bourgeoisie ou même l'empêcher. Seule la milice ouvrière pourra assurer le succès de nos grèves futures en les protégeant contre la troupe et les briseurs de grève. C'est seulement par les armes que le prolétariat regagnera ses conquêtes économiques et ses libertés de juin 1936. La place de tout ouvrier conscient est dans la milice du peuple : c'est là seulement qu'il peut lutter vraiment pour lui-même et pour sa classe.

Dans la milice aussi et surtout se trouve la place de tous les jeunes ouvriers. Pour eux se pose la question de savoir s'ils se laisseront mobiliser par la bourgeoisie pour lui servir de chair à canon, ou s'ils se mobiliseront eux-mêmes au service de leur propre classe dans sa lutte pour le socialisme.

Que tout opprimé fasse sienne la devise de Blanqui, qui résume ainsi l'expérience de toute sa vie militante au service de la classe ouvrière : "QUI A DU FER, A DU PAIN" !

LA GUERRE ET LA REVOLUTION

La deuxième guerre impérialiste mondiale, commencée en septembre 1939, est entrée dans une nouvelle phase : celle de la liquidation de l'impérialisme allemand. L'armée allemande, dont la situation était devenue extrêmement précaire par suite des victoires de l'Armée Rouge et de la lutte des masses travailleuses dans toute l'Europe occupée, se voit pour la première fois attaquée simultanément par tous ses adversaires.

Cette coordination des forces alliées ne pouvait se réaliser tant que l'impérialisme allemand, par ses victoires en URSS, mettait en danger l'existence même de l'Union Soviétique et ouvrait ainsi la perspective d'une curée impérialiste générale, à laquelle auraient pris part l'Angleterre et l'Amérique, sur le dos de l'URSS. Mais l'Armée Rouge ayant victorieusement surmonté l'attaque capitaliste et menaçant l'Allemagne impérialiste elle-même, les alliés sont obligés de liquider l'Allemagne impérialiste et d'établir leur domination en Europe, avant de régler le sort de l'URSS à une étape ultérieure.

La liquidation de l'impérialisme allemand ne signifie cependant pas la fin de la présente guerre mondiale. Le conflit en Extrême-Orient, qui englobe *la moitié de la population du globe,* rendra précaire toute stabilisation économique et politique dans l'hémisphère occidental, pour un temps indéfini. Quoique la lutte s'intensifie également sur ce théâtre de guerre, quels que soient les événements militaires, une chose apparaît clairement : les contradic-tions impérialistes entre les Etats-Unis et l'Angleterre permettront au Japon de jouer sur cet antagonisme aussi longtemps qu'il disposera de forces suffisantes pour se maintenir sur le continent asiatique, notamment en Chine. D'autre part la situation est rendue inextricable du fait que la lutte des impérialistes anglais, américains et japonais se déroule sur un continent où ils maintiennent ou tâchent de maintenir en esclavage des centaines de millions d'esclaves coloniaux, Hindous, Chinois, etc... Enfin, la présence de l'URSS et son louvoiement entre les conflits militaires dans cette partie du monde, n'est pas pour hâter le dénouement.

La guerre impérialiste continuera aussi longtemps que les ouvriers dans les usines, les travailleurs sous l'uniforme, seront soumis à la domination des capitalistes et à l'accomplissement de leurs plans. Seule la guerre civile peut les en émanciper et émanciper ainsi l'humanité de la guerre.

En Italie, le déplacement du front vers le Nord a mis le gouvernement de Badoglio en présence des masses travailleuses de Rome. Et bien qu'il fut soutenu par Staline et les Alliés, qui entendaient ne "rien changer en Italie", la volonté des masses a été la plus forte. La pression populaire a obligé les partis dits anti-fascistes à se montrer intransigeants à l'égard de la royauté et de Badoglio (associé de Mussolini pendant 20 ans) et à les écarter du pouvoir.

Cependant, pour maintenir sa domination, la bourgeoisie a eu recours à sa manœuvre habituelle : comme successeur de Badoglio elle a mis à la tête de son appareil d'Etat le "socialiste" Bonomi.

Mais des gouvernements comme celui de Bonomi avaient déjà assuré en 1919-1922 le succès de Mussolini, par une politique du genre de celle de Blum en France. Cette politique, au lieu d'en appeler à la vigilance croissante des travailleurs et à leur propre action anti-fasciste (formation de milices, etc...) les endort sous une fausse sécurité soi-disant assurée par la police bourgeoise.

Mais les masses italiennes, qui ont derrière elles la terrible expérience de 20 années de fascisme, ne seront pas dupes du "socialisme" de Bonomi. Elles poursuivront la révolution commencée en juillet 1943, s'armeront et dresseront leurs propres organes gouvernementaux, les Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats (Soviets) qui renverseront Bonomi et ses maîtres capitalistes, et instaureront la République socialiste soviétique d'Italie, dans les Etats-Unis socialistes d'Europe.

EUROPE ET AMERIQUE

L'amitié lie les gouvernements de la bourgeoisie anglaise et américaine et les représentants de la bourgeoisie française qui ont décidé de poursuivre la guerre dans le camp allié. Mais malgré tous les sacrifices que dans la Métropole, dans les colonies et sur les champs de bataille étrangers, le gouvernement dit de la résistance a fait faire à des Français au nom de cette cause commune, au moment décisif les gouvernements anglais et américain se refusent à reconnaître à ces représentants bourgeois français leur souveraineté sur la France, sous prétexte de démocratie. Car il paraît que le peuple français pourra lui-même choisir librement ses représentants.

Les scrupules démocratiques n'ont pas empêché les représentants des capitalistes américains de conclure des accords financiers et économiques, engageant les ressources présentes et futures du pays, avec Darlan (accords Clark), avec Giraud (300.000 hommes pour la guerre contre le Japon), avec De Gaulle (qui s'était engagé au payement intégral des dettes de guerre depuis août 1940 !), etc... Mais si ces scrupules se font brusquement jour, c'est qu'il s'agit d'obtenir d'autres engagements et d'autres accords concernant les colonies et les bases militaires et aériennes ayant appartenu à la France, concernant l'or et les réserves financières se trouvant en territoire "allié", concernant la participation de la France dans les conflits militaires à venir, concernant l'entretien des troupes d'occupation "alliées" sur le territoire de la Métropole, etc... *Il s'agit de toute la position de l'impérialisme français* dans le monde capitaliste dominé par l'impérialisme américain.

Si la mésentente règne entre "alliés", ce n'est donc pas à cause de la "démocratie", mais parce que les "alliés", comme tous les capitalistes, sont des brigands où le plus fort cherche à dépouiller le plus faible.

Ainsi, toutes les péripéties du conflit actuel n'ont fait que mieux révéler l'antagonisme et la rivalité qui existent non seulement entre les capitalistes anglo-américains et allemands, en guerre ouverte, mais aussi entre le capitalisme américain et le capitalisme européen en général. La preuve en est que, malgré l'alliance anglo-américaine, le capitalisme américain a déjà réussi à s'emparer de pas mal de marchés ayant appartenu au capitalisme anglais.

Dans un monde basé sur la chasse au profit et sur la concurrence acharnée entre les trusts, le marché mondial est devenu trop étroit pour la coexistence de tous les capitalistes. Aux rivalités acharnées entre capitalistes d'Europe, *s'ajoute la rivalité encore plus meurtrière entre le capital financier d'Europe et celui d'Amérique.* Le capitalisme américain, plus puissant que les autres, a besoin d'investir le surplus de ses bénéfices et de ses ressources dans l'Amérique latine, en Europe, en Asie, en Australie, en Afrique, et par conséquent d'en évincer ses concurrents. Et ce sont ces rivalités qui engendrent les guerres mondiales, où s'épuisent les ressources et la vie des peuples.

La lutte de Hitler pour "l'ordre nouveau" et la lutte des alliés pour un nouveau Versailles ont poussé

à l'abîme tous les peuples du Continent, vainqueurs ou vaincus. Sur des bases capitalistes il n'y a pas d'issue à cet état de choses. Mais les travailleurs qui payent les frais de la guerre que se font les capitalistes, qui supportent la misère et la double exploitation, qui savent que leurs conditions de vie n'iront qu'en s'aggravant, doivent mettre fin à ce régime, car ils sont des millions, dans tous les pays, à n'avoir aucun intérêt à son maintien. Seule la classe ouvrière peut sauver la France et l'Europe de la déchéance à laquelle elles sont condamnées par le régime capitaliste. Car la classe ouvrière au pouvoir mettra fin à la propriété capitaliste sur les moyens de production, socialisera l'économie, abolira les douanes et les frontières nationales, fruit de la concurrence capitaliste, établira un plan de production basé sur les ressources et les besoins de toute la population, abolissant ainsi l'anarchie économique actuelle. La collaboration économique de tous les peuples du Continent avec les peuples de l'URSS, dans le cadre des Etats-Unis socialistes soviétiques d'Europe, assurera un tel développement économique et culturel à l'Ancien Monde, qu'il deviendra l'exemple décisif qui entraînera toute l'humanité dans la voie du socialisme.